

ANALYSE 2007

1



L'extraction minière : pour quel développement du Pérou

Asbl soutenue par le Service Éducation Permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

L'extraction minière : pour quel développement du Pérou?

Et si l'on commençait par se mettre d'accord sur les mots ? En fonction de là où l'on se trouve, de qui l'on est, un même mot peut avoir des significations différentes. Parfois même on joue avec les mots, on leur fait dire ce qui nous arrange le mieux.

Peut-on jouer avec le concept de développement, ce mot qui implique des réalités différentes, parfois difficiles pour les populations du Sud ?

En misant tout sur le marché et en supprimant toute contrainte (barrières douanières, par exemple), le libéralisme économique prétendait que le développement serait assuré. Malheureusement, de trop nombreux exemples nous font comprendre qu'il ne s'agit ici que de développement économique... et encore... Il suffit de prendre la crise de l'Argentine¹ pour voir que le libre-échange ne garantit pas la richesse, en tout cas pas à tout le monde ! L'exemple de l'extraction minière au Pérou est également révélateur.

Au Pérou, la croissance nationale de ces dernières années ne s'est pas fait sentir auprès de toutes les strates de la société.

L'article de Mario Vargas Llosa « Enfin débarrassé du fardeau du sous-développement »² met en avant d'excellents résultats macro-économiques : une croissance en 2007 qui pourrait atteindre 7,5%, une inflation maîtrisée, des réserves dépassant les 20 milliards de dollars... et l'auteur ajoute : « le pays connaît actuellement une période de grand dynamisme industriel et commercial. Le cours élevé des métaux, la bonne politique économique (...) ont favorisé l'essor du secteur minier et attirent les investisseurs du monde entier (...) ».

Comble des contradictions : alors que le pays regorge de richesses naturelles, une grande partie de la population est pauvre³.

L'exploitation minière, tellement attendue et facilitée sous le gouvernement du dictateur Alberto Fujimori (1990-2000), n'apporterait donc pas le « développement » du pays. Pourquoi ?

D'abord parce que, désireux de rejoindre l'économie mondiale et de remonter économiquement le pays après les années de guerre civile et de crise économique, le gouvernement de Fujimori a facilité l'installation d'entreprises minières et ce en leur garantissant des contrats favorables et un cadre normatif plutôt souple. Aujourd'hui, alors que les bénéfices de l'industrie minière sont très importants, ceux-ci ne sont pas redistribués de façon équitable.

1 Considérée comme un « bon élève du FMI », l'Argentine a pourtant, en 2001, vécu une grave crise économique, sociale et politique.

2 *Courrier international*, n°871 du 12 au 18 juillet 2007.

3 54% de la population péruvienne sont pauvres. Parmi eux 15% se trouvent dans une pauvreté extrême (chiffres datant de 2002 cités par Adriana Muñoz dans « Pérou-les chiffres de la pauvreté », Revue *Dial* 2570, juillet 2002).

Selon Elisabeth Mareels du CATAPA (Comité Académico Técnico de Asesoramiento a Problemas Ambientales⁴) «les taxes provenant de l'exploitation des mines ne représentent que 2,6% du revenu de l'État»⁵. Le gouvernement actuel d'Alan García se targue d'avoir obtenu des entreprises minières qu'elles apportent 500 millions de soles par an (l'équivalent d'environ 114 millions d'Euros) au « Programme minier de solidarité avec le peuple », alors que cela ne représente que 5% des bénéfices gagnés par le secteur minier⁶.

Ce déséquilibre est également observable au niveau des salaires des employés des entreprises minières : un directeur gagne plus que 200 ouvriers⁷.

On en arrive alors à certaines incohérences... alors que la présence minière est censée être bénéfique pour les régions exploitées, la pauvreté augmente. Ainsi, Cajamarca, région minière du Nord du pays, était en 1990 la quatrième région la plus pauvre du pays. 15 ans plus tard, alors que les mines produisent à plein rendement, c'est la deuxième région la plus pauvre. La malnutrition serait de 10% plus élevée que celle d'il y a 20 ans⁸.

Peut-on dès lors assurer que l'exploitation minière contribue au développement économique du Pérou ?

Revenons à notre exercice sémantique et penchons-nous sur une autre définition du terme « développement ».

En 1967, l'encyclique « *Populorum Progressio* » de Paul VI est déjà une critique d'un développement conçu seulement sur une base économique. L'expression « tout homme et tout l'homme » met en avant la nécessité de concevoir le développement comme intégral (tout l'homme) et solidaire (tout homme)⁹.

Des années plus tard, en 1986, le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme déclare que le développement est « un processus global aux dimensions économique, sociale, culturelle et politique qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus sur la base de la participation active, libre et significative et au partage équitable des bienfaits »¹⁰.

⁴ Comité Académique d'Assistance aux Problèmes Environnementaux.

⁵ « Les multinationales minières dans le Nord du Pérou », *Panoramica latinoamericana* n°36, avril-mai 2007.

⁶ « Les nouveaux maîtres du Pérou », Journal *La República* du 1er juillet 2007.

⁷ Idem.

⁸ « La souveraineté alimentaire, regards croisés », *Entraide et Fraternité et Justice et Paix*, avec la collaboration du Centre AVEC et de l'Institut du développement de l'UCL. 2007.

⁹ Paul VI, Encyclique « *Populorum Progressio* » sur le développement des peuples (1967, n°5) (introduction et commentaire par l'Action populaire, Paris, Spes, 1967). À signaler : « Le développement des peuples. 40 ans après *Populorum Progressio* », *Entraide et Fraternité et Justice et Paix*, 2007.

¹⁰ « Développement durable : un concept idéal, une mise en oeuvre utopique? », Anne-Sylvie Berck, *La Lettre n° 59 de Justice et Paix*, juin 2007.

Dans ce cadre, l'exemple de l'exploitation minière au Pérou semble encore s'éloigner davantage de la définition de développement.

Les mines entraînent la déforestation et, comme elles utilisent beaucoup d'eau et de substances toxiques comme le cyanure ou le mercure, elles entraînent aussi la pollution de l'eau. On recense dès lors de nombreux cas d'empoisonnement d'animaux (truites, vaches venant s'abreuver...) et de pollution des terres irriguées. Cela n'est pas sans conséquences sur la santé d'une population qui vit majoritairement de l'agriculture de l'élevage.

Conséquences négatives donc pour la survie au quotidien et l'alimentation, même si l'achat des terres par les entreprises minières est parfois considéré par les paysans comme une chance... en tout cas à court terme.

L'espoir de voir l'emploi se développer avec l'arrivée de la mine s'évanouit rapidement lorsque l'on constate que, étant donné l'importante utilisation de machines, l'offre d'emploi n'est que temporaire.

Ce mal-être s'est traduit par une hausse des conflits sociaux. Conflits entre la population et les mines, conflits entre la population et l'État, conflits aussi entre les gens eux-mêmes... certains refusant complètement l'activité minière, d'autres y voyant une source de bien-être possible via, par exemple, le développement de commerces et d'attractions touristiques.

Le regard des différents acteurs en présence (État, entreprises minières, société civile, population) diverge et ne se rencontre pas.

Alors que les entreprises mettent en avant leur comportement éthique (construction de routes qui bien souvent permettent l'acheminement des minerais dans les grandes villes etc.), la population et la société civile sont fatiguées du manque d'information claire et fiable sur l'activité minière. L'État péruvien ne fait rien pour renforcer la législation et au contraire protège les agissements des mines. Dans une entrevue au journal péruvien *La República*, le Père Marco Arana de l'ONG Grufides¹¹, se dit préoccupé par « l'incapacité totale de l'État de contrôler les activités minières (...) »¹². Au contraire, il semble que le gouvernement péruvien ait tendance à utiliser la force publique pour protéger les intérêts économiques. Sous le couvert de garantir l'ordre public et la paix sociale, l'État réprime violemment les manifestations et accuse certains membres de la Société civile d'être des « agitateurs » qui promeuvent le désordre et la rébellion.

Un autre développement est-il possible?

Sans prétendre être exhaustifs, nous souhaitons donner quelques pistes de ce qui nous semble être des conditions essentielles à la pacification de l'actuelle situation sociale

¹¹ Grupo de Formación e Intervención para el Desarrollo Sostenible, www.grufides.org.

¹² *La República*, 9 septembre 2007.

péruvienne et à un développement du pays qui soit juste et équitable.

Un dialogue entre les acteurs... d'ici et de là-bas

Notre rôle, en tant que membre de la Société civile du Nord, est de renforcer la capacité d'action de la société civile du Sud (via par exemple un travail de lobby politique auprès de nos interlocuteurs belges et européens) et d'appuyer et permettre des initiatives de dialogue entre les différents acteurs en présence.

Dernièrement, deux initiatives, toutes deux de la CIDSE¹³ et auxquelles Justice et Paix et Entraide et Fraternité participent, ont été mises en route :

D'une part, profitant de la tenue de Forum social mondial à Nairobi en janvier 2007, de nombreux acteurs de la Société civile du Nord et du Sud se sont retrouvés pour élaborer, de manière conjointe, des revendications qu'ils ont adressées aux acteurs politiques et économiques. Cette rencontre a également été l'occasion d'un partage des expériences des uns et des autres ainsi que des différentes stratégies utilisées.

C'est dans ce sens aussi que chemine un projet ayant pour thème le lien entre la pauvreté et les ressources extractives en Amérique latine. L'objectif est de permettre à différents acteurs de la Société civile d'Amérique latine d'échanger sur leurs stratégies d'incidence politique. Le but n'est pas de mettre en opposition ou de choisir laquelle des méthodes, entre le dialogue et la résistance, est la meilleure solution mais, au contraire, de renforcer un mouvement souvent localement trop isolé.

À l'écoute des populations locales

Au Pérou, les quelques consultations populaires lancées localement avec l'appui de gouvernements régionaux ont été fortement critiquées par les entreprises et le gouvernement national. Ces initiatives, qui n'ont pas de valeur légale, ont pour objectif de donner la parole à une population qui n'est actuellement pas prise en compte.

Nous ne pouvons que réaffirmer le besoin d'un véritable dialogue avec les populations concernées, dialogue qui doit se baser sur une information claire, complète et transparente.

Alors que le Président péruvien Alan García rappelle que le sous-sol est la propriété de l'État, nous rappelons, quant à nous, que la terre nourrit ceux qui la travaillent et qu'il est dès lors nécessaire de prendre en compte la population concernée. Tout comme doit être prise en compte celle qui ne peut vivre de la terre et qui doit trouver d'autres moyens de subsistance. L'État doit avoir pour objectif le bien-être de toute la population.

Axelle Fischer
chargée de projets à Justice et Paix.

¹³ Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité, www.cidse.org.